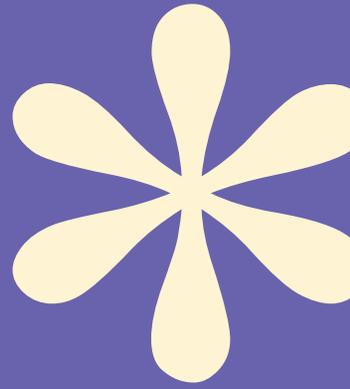




2020



Conseil de
développement durable
de Bordeaux Métropole

Rapport d'activité
2021-2024

**La Métropole
par ses publics**

Sommaire

- 3 **Découvrir le C2D**
- 5 « Je crois beaucoup à l'engagement associatif »
- 6 Les chiffres clés du C2D
- 7 Quand la jeunesse s'implique: portraits de quatre vice-présidents investis
- 9 Zoom sur les actions pour donner de la place aux jeunes
- 10 Que font les membres du C2D... en dehors du C2D ?

- 11 **Comment travailler avec Bordeaux Métropole**
- 12 Le C2D, une Instance qui incarne pleinement l'engagement citoyen et la diversité de notre territoire !
- 13 Une coopération toujours plus étroite
- 14 Les échanges C2D ↔ Bordeaux Métropole au quotidien
- 16 « Une forme d'intelligence collective »
- 18 Végétaliser la ville, un terreau citoyen!

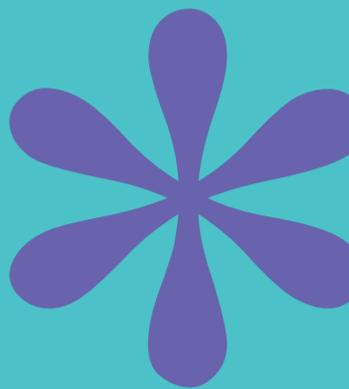
- 20 **Les groupes de travail**
- 21 Emploi
- 22 Proximité
- 23 Tenir compte de la parole des citoyens voisins
- 24 Métropole à vivre
- 25 Plantons 1 millions d'arbres
- 26 Éco-anxiété, parcours d'un sujet inédit
- 27 Les autosaisines

- 28 **Brèves**

- 30 **Les temps forts**

Découvrir le C2D

C2D



« Je crois beaucoup à l'engagement associatif »

Médecin gynécologue et militante associative, Brigitte Tandonnet a fondé avec les habitants du Grand Parc un centre de santé sexuelle, le CACIS, ainsi qu'une structure d'accueil pour les femmes victimes de violences, la Maison d'Ella. Présidente du C2D depuis 2021, elle évoque les sujets qui l'ont marquée au cours de ce premier mandat et les perspectives pour la suite.

Comment s'est effectuée votre rencontre avec le C2D ?

Brigitte Tandonnet J'ai succédé aux présidentes et présidents qui ont construit ce collectif : la philosophe Fabienne Brugère, Karine Oudot, qui est très investie dans les énergies renouvelables et l'innovation sociale, Boubacar Seck, architecte et auteur, Denis Mollat, médecin et directeur de la librairie du même nom. En 2020-21, nous étions dans le contexte de la crise sanitaire et Bordeaux Métropole recherchait une personne du milieu associatif, quelqu'un du monde médical aussi... Je dois avouer que je ne connaissais pas vraiment le C2D ! J'ai davantage l'habitude d'évoluer dans la santé ou les droits des femmes même si la vie de la Cité m'intéresse. Mon implication associative est ancrée dans des sujets du quotidien et le C2D travaille davantage sur de l'action publique comme l'emploi, la proximité, la ville... Je ne me sentais pas forcément légitime, pas spécialiste en tout cas, alors j'ai beaucoup écouté celles et ceux qui étaient déjà là et le fait d'échanger avec eux m'a confortée dans cette mission !



Quel est le fonctionnement de ce collectif citoyen ?

BT. Le Conseil de Développement Durable travaille sur des sujets que lui confie Bordeaux Métropole tout en restant une structure indépendante qui peut porter ses propres dossiers. L'une des qualités du C2D est son ouverture, on peut partager des points de vue sans se fâcher ! Le C2D réunit à la fois des experts et des personnes qui ne le sont pas du tout, c'est ce mélange qui est très enrichissant. Tous ses membres sont bénévoles et soutenus fortement par l'équipe des permanents qui sont des facilitateurs. La vocation du C2D est de mettre des sujets complexes à la portée du plus grand nombre dans une démarche qui tient compte des idées de tous et pas uniquement des experts. Une grande diversité de parcours est représentée, avec autant de points de vue originaux.

Quels thèmes ont retenu votre attention ?

BT. Il existe des sujets fédérateurs comme l'emploi que nous avons abordé sous l'angle de la transition écologique ou de l'égalité femmes-hommes. Une autre démarche, « Métropole à vivre », nous a permis d'aller à la rencontre des habitants, ce à quoi je tenais. Nous avons écouté des jeunes qui vivent dans la Métropole ou qui en sont des usagers, des étudiants, des jeunes travailleurs ou en retour vers l'emploi... Les membres du C2D ont apporté leurs regards et de nombreux constats ont enrichi le diagnostic souhaité par la Métropole. En produisant dans le rythme attendu, sur ce sujet comme sur d'autres, nos travaux ont pu avoir un effet et chaque dossier est suivi afin de voir la prise en compte de nos propositions. Nous avons aussi travaillé sur l'opération « Plantons 1 million d'arbres », en organisant deux rencontres publiques avec des habitants et des entreprises... De ces rencontres est née la ressourceurce de l'arbre qui est un vrai service en ligne. Nous y avons réuni toute une série de documents et vidéos de qualité, souvent réalisés par des associations qui ont l'habitude d'aider et de s'adresser à tous.



C'est une chose à laquelle je tiens, comme j'ai toujours tenu, dans ma pratique médicale, à éviter le jargon et à partager le savoir... C'est aussi ce que l'on fait au C2D !

réalisé des interviews et des photographies d'usagers de la ligne de bus Créon-Bordeaux, qui représente un véritable sas entre leur domicile et leur emploi.

Diriez-vous que les membres du C2D agissent comme des passeurs ?

BT. Sans doute, car les personnes sont sensibles au fait qu'on les entende, quels que soit leur âge ou leur condition sociale, et nous essayons de faire le lien avec la Métropole. Si l'on reprend le sujet de l'éco-anxiété, il découle de travaux initialement menés par le C2D sur « Crises et jeunesse ». Ce chantier entraine en résonance avec l'implication de Bordeaux Métropole auprès d'associations qui apportaient un soutien aux étudiants à la suite de la crise sanitaire. Des membres du C2D ont participé à des distributions alimentaires ou de produits d'hygiène, ils ont visité une colocation étudiante et ont pu faire des retours à la Métropole. À l'issue de ces trois années de mandat, je dirais que nous avons très bien travaillé avec les élus et services de Bordeaux Métropole. Eux-mêmes nous sollicitent pour échanger sur des sujets spécifiques, comme les espaces publics ou les services en ligne aux usagers.

Quelles perspectives voyez-vous pour la suite ?

BT. Nous continuons d'être présents sur tous les sujets métropolitains avec notre petite musique citoyenne et nos antennes ouvertes sur l'effervescence du territoire. Je crois beaucoup à l'engagement associatif, le travail des associations a permis de grandes avancées et ce sera toujours le cas demain. Le bénévolat rapproche les personnes, il oblige à se mettre à la portée des autres : c'est une chose à laquelle je tiens, comme j'ai toujours tenu, dans ma pratique médicale, à éviter le jargon et à partager le savoir... C'est aussi ce que l'on fait au C2D !

Et parmi les sujets que vous avez portés ?

BT. J'ai soutenu par exemple que le C2D travaille sur l'éco-anxiété chez les jeunes. Au début, ce thème a suscité des réserves mais nous avons démontré qu'il s'agit d'une vraie préoccupation. Les jeunes se questionnent sur toutes les actions qu'ils peuvent mettre en place, pour s'engager et se projeter positivement vers l'avenir ! Là aussi, nous avons organisé deux grands temps de travail ouverts à tous : aux acteurs de la jeunesse et aux jeunes eux-mêmes naturellement. Et ce travail a intéressé la fondation Jean-Jaurès, qui a étudié l'éco-anxiété au niveau européen, mais aussi, plus localement, l'association Rénovation qui est un acteur girondin de l'insertion. Se tourner vers les jeunes permet de les impliquer dans un collectif citoyen comme le C2D. 16 % de notre assemblée est composée de moins de trente ans. Je trouve très important de recueillir leurs points de vue, qu'ils soient favorables ou critiques.

Vous travaillez également avec les territoires situés en dehors de Bordeaux Métropole ?

BT. En effet, une dizaine de membres du C2D vient des communes voisines. Nous avons ressenti une forte demande des habitants de connaître ceux de la métropole. Les gens ont peur qu'on les oublie ou que l'on ne tienne pas compte d'eux ! Beaucoup de personnes accomplissent un travail formidable pour ces territoires, comme Sylvie Dumas à Saint Christophe des Bardes, ou Fred Lachaize au domaine de Nodris dans le Médoc... Bordeaux Métropole nous a saisis sur cette prise en compte de la parole des citoyens voisins. En réponse, nous avons aussi

Les chiffres clés du C2D

 **4509**
heures de bénévolat

 **1722**
participations de citoyennes et citoyens

 **235**
temps de travail

 **100**
sessions conjointes C2D ↔ Bordeaux Métropole

 **52** femmes
52 hommes

 **54%**
de participation du fait des femmes

 De **22**
à **88** ans

 **16%**
de moins de 30 ans

 **2/3**
en âge d'activité professionnelle

 **1/4**
tirés au sort

 **1/4**
candidatures spontanées

 **1/2**
acteurs de la société civile

 **2**
représentants par communes

 **10**
citoyens voisins

 **30+**
thèmes de travail

Quand la jeunesse s'implique : portraits de quatre vice-présidents investis

Âgés d'une vingtaine ou d'une petite trentaine d'années, Amandine, Aurélien, Cassandra et Jean-Baptiste ont décidé de s'investir au sein du Conseil de développement durable. Ils en sont aujourd'hui des vice-présidents impliqués, portant la parole des citoyens afin qu'elle infuse positivement les politiques publiques.

Les études et enquêtes sur le sujet le pointent. L'engagement civique et politique des jeunes serait en déclin, ou tout du moins aurait changé de forme. Les nouvelles générations privilégieraient l'action individuelle ou autour d'une cause aux actions collectives dans des institutions.

Amandine, Aurélien, Cassandra et Jean-Baptiste sont des exemples qui amènent à porter un regard plus en détail et plus hybride sur la participation des jeunes. À seulement 22, 25 ou 30 ans, ils ont décidé de rejoindre le Conseil de développement durable, en 2019 pour les deux jeunes hommes et en 2021 pour les jeunes femmes. Avec un objectif semblable: « contribuer à la chose publique » et « avoir un impact positif » sur le territoire.

Des profils divers...

Avant de candidater, ces quatre vingtenaires ou trentenaires avaient pourtant un rapport à l'engagement très différent les uns des autres. Amandine par exemple ne milite ni n'agit dans aucune structure hors C2D. Alors qu'elle faisait ses études à Montréal, l'assistante en statistique a cependant vécu de l'intérieur le « printemps érable », un mouvement étudiant contre l'augmentation des frais de scolarités qui a pris de l'ampleur et « s'est soldé par des élections anticipées ».

* C'est important que la jeunesse soit présente dans le bureau pour définir les axes.

Cassandra au contraire, cheffe de projet dans l'éolien, est bénévole « dans 4 ou 5 associations: un tiers-lieu à Bègles, une association artistique, etc. » Jean-Baptiste est également investi dans une association sportive où il donne des cours, mais celui qui est aujourd'hui juriste a aussi décidé d'intégrer son conseil de quartier, dès l'âge de 18 ans. « Ils réservaient cinq places sur quarante pour les moins de 30 ans, mais je crois que j'étais le seul », se souvient-il.

Quant à Aurélien, il s'intéresse depuis longtemps à la politique. Cet assistant manager s'est par exemple impliqué dans Accropolis, un projet lancé par le streamer Jean Massiet afin de rendre accessible et intéressante la politique. Il s'est par ailleurs engagé dans différentes campagnes électorales. Non « pas sur les listes », précise-t-il, « mais en back office, pour voir comment ça se passait ». « Cela ne m'a pas trop plu, confie-t-il. J'ai davantage eu envie de m'engager en tant que citoyen que politiquement. »

... mais une même motivation

Ce moteur est précisément ce qui les motive tous. Jean-Baptiste le résume ainsi: « une envie de porter la parole des citoyens, de participer et de contribuer à la chose publique, de faire le lien avec les élus. » Avec une particularité pour Cassandra: la jeune femme habite en effet hors du territoire métropolitain, à Langoiran. Elle vient ainsi « apporter [son] regard d'usagère ».

« C'est un engagement personnel et une question que chaque personne doit se poser: est-ce que je veux être un acteur ou un simple spectateur ? », estime Aurélien. Lui comme ses camarades ont opté pour le premier positionnement, « afin d'apporter [leur] pierre à l'édifice sur des choses qui peuvent changer le quotidien ». « Grâce aux échanges avec les élus, avec les services techniques, on peut avoir une incidence et un impact positif », se félicite Amandine.

C'est en partie cela d'ailleurs qu'ils ont choisi l'échelon métropolitain. « Cela a du sens, car c'est la bonne échelle pour travailler sur plein de sujets comme la mobilité », affirme Cassandra. « Beaucoup de compétences importantes, comme la gestion des déchets, de l'eau, la qualité de l'air, sont abordées à l'échelle métropolitaine et pas forcément communale », renchérit Jean-Baptiste. Alors que « les citoyens ne le savent pas forcément », regrette cependant Aurélien.



Aurélien Ramage, Amandine Fournié, Jean-Baptiste Martial, Cassandra Nossein

Un investissement important

Cette motivation les a poussés non seulement à devenir membres du C2D, mais aussi à entrer au bureau, afin « de [s']impliquer davantage ». « Les vice-présidents jouent un rôle de travail préparatoire, précise Jean-Baptiste. Nous sommes aussi porte-paroles et référents des groupes de travail ». « Nous prenons des décisions sur les chemins à suivre », complète Aurélien.

qui va amener un résultat très différent de ce dont on a l'habitude », se réjouit également Cassandra.

Jean-Baptiste et Aurélien se remémorent aussi avec beaucoup de satisfaction l'animation des réunions durant le Grand débat national. « En tant qu'instance citoyenne, nous avons une position de neutralité qui fait que ces rendez-vous étaient plus constructifs. La qualité des propositions et des débats n'aurait pas été la même si cela avait été animé par des élus », assure Jean-Baptiste. Amandine fait le même constat à propos des conférences « Métropole à vivre », qui se sont tenues en 2023. « Nous étions présents pour chacune, avons fait des ateliers en amont, des vidéos. Le résultat final aurait été différent sans ce travail. »

Tous insistent enfin sur ce que cette expérience leur a apporté à titre individuel. Cassandra indique avoir pu ainsi « développer d'autres compétences », « complémentaires avec la vie professionnelle ». « On découvre également des personnes et la diversité des groupes de travail est très enrichissante. C'est une très belle expérience », apprécie Amandine. À les entendre, on ne s'étonnera guère qu'ils aient tous décidé de poursuivre leur engagement.

Le fait qu'on soit novice dans la vie publique fait qu'on a un autre discours, un vocabulaire moins techno.

Pour Cassandra, ce dernier point rend leur implication d'autant plus nécessaire. Comme elle l'explique, « c'est important que la jeunesse soit présente dans le bureau pour définir les axes car les jeunes ont davantage conscience du changement climatique et des usages différents de la métropole ». « Nous apportons un regard neuf », confirme Amandine. « Le fait qu'on soit novice dans la vie publique fait qu'on a aussi un autre discours, un vocabulaire moins techno », assure également Jean-Baptiste.

Des réussites marquantes

Cinq ou trois ans après (selon les cas), aucun ne regrette son choix et tous se félicitent au contraire des réussites obtenues. « L'axe sur l'éco-anxiété chez les jeunes était une question intéressante à porter sur la scène politique, pour mettre en lumière cette problématique et sensibiliser les élus », cite comme exemple Amandine. « Nous avons monté un groupe de travail sur la parole des citoyens hors métropole, avec des portraits d'usagers du bus Bordeaux-Créon

ZOOM. Les actions du C2D pour la jeunesse

Zoom sur les actions pour donner de la place aux jeunes

Que ce soit dans son fonctionnement ou dans ses travaux, des pistes variées sont ouvertes pour permettre aux jeunes de s'impliquer dans les projets du C2D. Avec des sujets comme l'éco-anxiété ou alors en allant dans des lieux dédiés à la jeunesse, petit florilège de quelques initiatives en ce sens.

Futur mentors: des jeunes tutorient des décideurs pour imaginer la ville de demain

L'association européenne Eurocities a proposé un dispositif inédit: inverser les rôles habituels en demandant aux jeunes de jouer les tuteurs des décideurs. Le C2D a demandé à un groupe de 7 jeunes de moins de 25 ans de partager leur modèle de la ville de demain. Après l'avoir présenté aux élus pour les inspirer, l'une des jeunes de ce groupe s'est rendue en Finlande, à la rencontre européenne, pour porter le travail collectif.

Crises et jeunesse

Dans son programme de travail, le C2D prend l'initiative de proposer des sujets à la Métropole et pas seulement de répondre aux questions de cette dernière. Pour ce nouveau mandat, parmi les deux sujets prioritaires, les membres de l'assemblée citoyenne ont choisi de traiter de « crises et jeunesse ». Nous sommes alors au moment de la sortie du 1^{er} confinement et il a semblé que les jeunes avaient été peu associées, qu'elles étaient très touchées par les conséquences de cette crise tout en ayant construit leurs solutions. Pour ce travail, le C2D a accompagné la Métropole sur le terrain auprès des associations lauréates de l'appel à projet « lutte contre la précarité des étudiants ». Il a également contribué à l'évaluation du fond d'action jeunesse. Et c'est enfin le sujet de l'éco-anxiété qui a émergé de cette autosaisine.

Eco-anxiété de la jeunesse

Evoquée comme un phénomène émergent et encore en cours de définition, l'éco-anxiété a paru comme un sujet essentiel à traiter pour le C2D. Comment, à l'échelle locale, à celle des métropoles, tenir compte des conséquences concrètes de l'éco-anxiété? Si elle semble prégnante chez les jeunes, elle concerne aussi les autres générations conclut le C2D. Après avoir travaillé la thématique avec des acteurs en charge de politiques jeunesse, les membres de l'instance citoyenne ont aussi construit un temps par et pour les jeunes, à Cap Sciences. Au final, le C2D a proposé des recommandations en matière de logement, de formation et d'engagement pour tenir compte de l'éco-anxiété.

Métropole à vivre pour les jeunes

Parmi les thématiques de travail de « Métropole à vivre », lancé par l'institution métropolitaine, celle du bien vivre. Pour en traiter, le C2D a choisi de travailler avec des jeunes du programme CitiZschool qui travaillent à redéfinir leur projet professionnel. Le C2D souhaitait ainsi donner le signal que les priorités de la jeunesse sont essentielles, car les choix faits aujourd'hui quant au devenir de la Métropole les engageront plus encore que les autres générations.

Des jeunes au C2D

Depuis 2015, le législateur demande aux conseils de développement de refléter la diversité des générations. Pour sa mouture 2021, le C2D de Bordeaux Métropole comporte 16% de moins de 30 ans. La plus jeune avait, à son entrée, 19 ans.

Que font les membres du C2D... en dehors du C2D ?

Quand ils s'impliquent au C2D, les membres laissent un peu au vestiaire leurs activités quotidiennes pour se concentrer sur le travail collectif entre citoyens de la Métropole. Et pourtant, ils mènent en dehors des projets qui nourrissent la vitalité métropolitaine ! Alors, pour une fois, on vous amène à la rencontre de ce que les membres du C2D font... en dehors du C2D.



Eric Pibouyeux
Directeur d'activités, MPS formation

« Ce que nous faisons en trois mots : de la formation, du conseil sur la transition écologique, de l'accompagnement autour des situations de handicap. »

« Le truc que je n'ai jamais fait sur la métropole et que j'aimerais bien faire, c'est les refuges périurbains »



Isabelle Ferrier
Directrice adjointe du Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation de la Gironde

« Mon bon plan pour les métropolitains c'est faire le tour des ponts, à pied, à vélo, en trottinette, en roller, tout seul, en famille... Je trouve que c'est quelque chose d'exceptionnel et c'est pour ça que je voudrais que la Métropole aménage encore davantage les quais. »



Fred Lachaize
Directeur du Soulbeats Music et du Sunska Festival

« Aujourd'hui mes projets parlent beaucoup plus de transversalité entre la métropole et les territoires voisins dont le Médoc. Les passerelles sont possibles. »

« La métropole me donne cette impression d'avancer *one step beyond* »



Esther Manenti
Directrice de Jalles solidarités

« Mon travail c'est m'occuper d'êtres humains et les aider à évoluer vers un mieux-être, à trouver leur place dans la société. »

« Le projet que je rêve de proposer, c'est d'installer des recycleries un peu partout, des zones de gratuité pour favoriser le réemploi. »

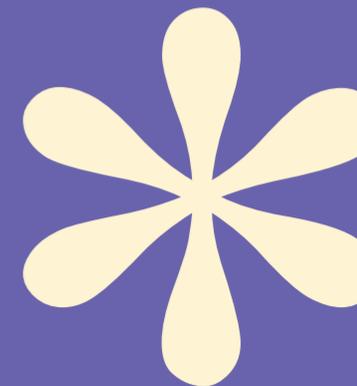


Toutes les vidéos sur
c2d.bordeaux-metropole.fr

Comment travailler avec Bordeaux Métropole



C2D





Christine Bost
Présidente de Bordeaux Métropole

Le C2D, une Instance qui incarne pleinement l'engagement citoyen et la diversité de notre territoire !

Le C2D n'est pas seulement un organe consultatif, il est le reflet de notre Métropole. Composé de citoyens, d'associations, d'acteurs économiques et de membres de la société civile, il incarne la voix de notre communauté dans toute sa diversité. Cette instance paritaire représente un espace où les différentes sensibilités et aspirations de nos concitoyens trouvent un écho, et où le dialogue permet de construire des solutions partagées et durables.

Sur cette période de 3 ans, le C2D a œuvré avec une énergie remarquable pour réfléchir aux grands enjeux de notre Métropole : transition écologique, mobilité durable, urbanisme, inclusion sociale, entre autres. Ce travail de réflexion a été mené dans un esprit de coopération et de concertation, où chaque voix compte et où chaque idée mérite d'être entendue. Les débats qui ont animé les sessions du C2D ont été riches et constructifs, permettant de faire émerger des propositions qui sont à la fois ambitieuses et réalistes.

En tant que Présidente de Bordeaux Métropole, j'ai eu l'honneur de travailler étroitement avec le C2D, notamment sur notre grande réflexion autour de la « métropole à vivre ». Cette vision, qui guide nos actions, vise à créer un territoire où chacun peut s'épanouir, où la qualité de vie est au cœur de toutes nos décisions, et où le développement économique se conjugue avec le respect de notre environnement. Le C2D a été un partenaire indispensable dans cette démarche, apportant des perspectives citoyennes cruciales pour garantir que nos politiques soient en phase avec les besoins réels des Métropolitains.

Mais au-delà des thématiques spécifiques, c'est l'approche même du C2D qui mérite d'être saluée. En mettant la concertation citoyenne au cœur de son fonctionnement, le C2D nous rappelle que la démocratie ne se limite pas aux élections ; elle vit aussi à travers la participation active des citoyens à la vie publique. Ce modèle de gouvernance partagée est un atout précieux pour Bordeaux Métropole, et je suis convaincue qu'il constitue un exemple à suivre pour d'autres territoires.

Ce rapport d'activité est le fruit d'un travail collectif. Il témoigne non seulement des réflexions menées durant ces 3 années, mais aussi de la dynamique citoyenne qui anime notre métropole.

Je tiens à exprimer ma profonde gratitude à tous les membres du C2D pour leur engagement et leur dévouement. Et cette belle aventure démocratique se poursuit puisque j'ai demandé au C2D et à sa présidente, de conduire un débat sur la santé mentale car ce sujet reste encore trop tabou alors qu'il touche bon nombre de nos concitoyens et autant de familles souvent démunies pour y faire face.

Ensemble, continuons à animer notre Métropole, en veillant toujours à ce qu'elle reste un lieu de vie accueillant, durable et ouvert à tous.

Une coopération toujours plus étroite

Vice-présidente de Bordeaux Métropole en charge notamment du dialogue citoyen, Céline Papin tire un bilan « très efficace » de ces trois années, ainsi que des actions menées pour mieux prendre en compte les propositions formulées par le C2D.



Céline Papin
Vice-Présidente du Dialogue citoyen
de Bordeaux Métropole

Lors de votre désignation comme vice-présidente de Bordeaux Métropole, vous avez voulu mener un travail sur les relations entre le C2D et la Métropole. Pourquoi ?

Céline Papin Ce travail s'intégrait dans une stratégie globale sur le dialogue citoyen. Sur le volet C2D, il visait à donner davantage de visibilité au travail de l'instance et à renforcer ses liens avec la Métropole. Nous avons monté un groupe de travail tripartite, avec des élus, des citoyens du C2D et des représentants des services, pour poser un diagnostic et définir les principes de la collaboration. Au départ, il s'agissait avant tout d'intentions. Les modalités ont ensuite été mises en œuvre au fil du travail.

Qu'a apporté la mise en œuvre de ces intentions ?

C.P. Ce qui a été clair tout de suite c'est que les trois composantes avaient globalement le même diagnostic et les mêmes aspirations. Cela a été très facilitant. Très rapidement, nous avons mis en place la recomposition du C2D avec quelques nouveautés comme intégrer des personnes ayant des activités sur la métropole mais habitant les territoires voisins. Mais c'est surtout sur le suivi du travail que nous avons porté les efforts. Pour chaque saisine, nous avons acté une vice-présidence dédiée liée au thème et un service de la Métropole a par ailleurs été désigné comme référent pour permettre un suivi plus étroit. Ce duo participe à des rendez-vous réguliers et rend compte des propositions retenues ou pas. Je fais également des points avec la Présidente du C2D, discute du calendrier et du programme à venir afin de voir comment faciliter les liens. Il ne faut pas oublier que les membres du C2D sont des bénévoles. Le travail doit donc être davantage planifié.

Quel bilan dressez-vous de ces trois ans ?

C.P. Le bilan est très positif. La coopération est plus étroite encore et de nombreuses propositions trouvent un écho et une concrétisation. Je pense par exemple aux politiques de l'emploi. La Métropole avait sollicité le C2D car elle cherchait à creuser de nouvelles pistes. Le C2D a proposé des leviers d'action comme un réseau de villes « télétravaillables », la diffusion de portraits anti-clichés pour féminiser certains métiers, etc. Ce sont des propositions très concrètes, répondant à des besoins et dont certaines pouvaient être mises en place à court-terme. Les services ont pu s'en saisir d'autant plus facilement. Le C2D a aussi été très réactif sur les sujets d'actualité, comme sur l'impact de la crise sur la jeunesse et l'éco-anxiété. Le C2D, ce n'est pas seulement un creuset à idées. Dans l'élaboration du budget participatif « Plantons 1 million d'arbres », son regard a permis que le dispositif soit plus mobilisateur et associe davantage les habitants, qu'une ressourcerie de l'arbre soit mise en ligne pour aider concrètement les citoyens à agir. Ce rôle est important pour que l'action publique soit plus efficace et rencontre l'adhésion, qu'elle permette aux citoyens de prendre part aux projets qui les concernent.

Quels sont les chantiers encore à venir ?

C.P. Le C2D a fait un énorme travail de terrain mais il y a toujours un besoin constant d'aller vers les publics les plus éloignés de l'action publique. La question du lien métropole-hors métropole peut par exemple progresser avec l'appui du C2D, comme les relations avec d'autres instances de participation comme l'a déjà engagé le C2D avec le Conseil économique, social et environnemental régional ou les conseils de développement voisins. Ce sont des sujets sur lesquels nous devons encore avancer au regard des enjeux non seulement métropolitains mais aussi de démocratie.

Les échanges C2D ↔ Bordeaux Métropole au quotidien

Pour multiplier les chances et les opportunités d'obtenir un écho à ses propositions auprès de Bordeaux Métropole, le C2D agit à toutes les échelles et s'adapte. Interventions dans les commissions, plénières dédiées, rencontres sur le terrain voire apéro pour échanger plus simplement : la panoplie est variée.



L'aper'actu

On a beau avoir tout bien programmé dans la conduite d'un projet, il arrive parfois que l'on ait besoin de faire un point non prévu ou que l'actualité impose son rythme. Côté prévu, le C2D a ses plénières et ses groupes de travail. Et côté moins prévu désormais : les aper'actu. L'idée a germé au cours des 3 années du mandat des membres. A la faveur de sollicitations spontanées d'élus et de services qui avaient croisé la route du C2D sur des chantiers pour lesquels les citoyens les mobilisaient, le C2D a souhaité faire de la place pour répondre à ces demandes. Pour être souple, efficace... et chaleureux; pour travailler plus vite, le format de l'apéritif s'est imposé.

Tous les mois, l'aper'actu permet donc de traiter... de l'actualité à l'heure de l'apéritif. Crise énergétique, tarification de l'eau ou encore contrat local de santé ont par exemple pu être abordés dans ce cadre.



Présenter les travaux en commission

Si la présentation des travaux en commission se pratiquait déjà, elle s'est systématisée depuis 3 ans. Au-delà des échanges avec les élus chargés du suivi des propositions du C2D, ces présentations en commissions offrent l'opportunité de dialoguer avec l'ensemble des élus. Avec leur nouveau rythme, les commissions offrent plus de place aux débats sur des sujets qui ne sont plus seulement liés à l'agenda du conseil métropolitain. Un espace idoine pour les travaux du C2D. Plusieurs membres des groupes de travail ont donc pu venir présenter eux-mêmes leurs conclusions; une expérience assez inédite et un lien entre démocratie participative et représentative.

Ainsi, pour Carmen qui a présenté les conclusions sur l'écoanxiété «cette présentation représente un pas important vers une meilleure compréhension du sujet. Nous sommes confiants quant au fait que notre rapport servira de base solide aux élus pour de futures actions concrètes face aux défis environnementaux de notre métropole. En commission, les élus étaient dans une écoute attentive dont on peut présupposer un engagement à collaborer avec nous pour trouver des solutions durables.»



Des plénières dédiées à l'actualité de la Métropole

Nouer des relations régulières avec la Métropole, c'est aussi connaître ce qui fait son actualité. Cela permet de formuler des propositions en connaissance, de choisir des sujets en lien ou en complémentarité. Le choix a donc été fait d'organiser chaque année l'une des plénières autour de cette actualité des projets de la Métropole. Ce format répond aussi en partie à l'une des préconisations du groupe de travail du C2D sur la proximité (une des saisines formulées par Bordeaux Métropole). Pour ce groupe, la proximité de la Métropole repose aussi sur la familiarité des citoyens avec cette institution. Et quoi de mieux que de pouvoir discuter de ce qui s'y fait avec élus et services, en direct. C'est ainsi qu'ont pu être abordés le pont Simone Veil, le nouveau réseau de bus, le projet des boulevards, la coopération avec les territoires voisins, la démarche de décomplexification de l'administration, le projet Fleuve par exemple.



Travailler sur le terrain

La Métropole met à disposition du C2D un espace de travail; il permet aux bénévoles de pouvoir produire dans de bonnes conditions et d'avoir leur lieu. C'est le plus souvent là qu'ils se réunissent ou qu'ils reçoivent des intervenants pour enrichir leurs productions. Disposer d'un espace c'est bien; aller sur le terrain pour voir, *in concreto*, la diversité des expériences territoriales, c'est indispensable aussi! C'est donc très régulièrement que le C2D travaille avec différents publics dans leurs lieux d'activités. Pour «Métropole à vivre» par exemple, sujet sur lequel ils avaient été saisis, les membres du groupe ont traité des nouveaux espaces où s'invente la Métropole dans un Tiers lieux, une recyclerie, au Haillan, pour se faire l'écho du succès de ce modèle auprès des citoyens.

De même, aller sur le terrain offre l'opportunité de travailler avec les élus métropolitains et également communaux et de cerner toutes les dimensions et les liens de l'action publique métropolitaine.

Un cadre de coopération construit ensemble

Nouveauté législative à mettre en place à la suite des élections métropolitaines de 2020, le Conseil de métropole a délibéré sur «les conditions et modalités de consultations du C2D». Plutôt que de décréter ces règles de fonctionnement, le choix a été fait de les construire ensemble. Le contenu de cette délibération a été le fruit d'un travail collectif qui a mobilisé élus mais aussi membres du C2D.

Pour y contribuer, les membres du C2D se sont appuyés sur une évaluation de l'activité des dernières années réalisée en 2020. De ce travail, l'idée essentielle portait sur le renforcement de l'impact du C2D. Les élus se retrouvaient aussi sur cet engagement à mieux tenir compte des propositions.

Outre la réaffirmation du rôle et des objectifs assignés à l'instance, tous se sont retrouvés sur la mise en place de principes de fonctionnement très concrets: désignation d'un élu et d'un service référent pour chaque sujet soumis, série de rendez-vous au début pour se mettre d'accord sur les attentes, au milieu pour préparer la prise en compte, à la fin pour arrêter ce qu'on retient ou pas, puis tous les 3 mois pour voir comment la prise en compte avance et ajuster si besoin. Ce dispositif a été mis en œuvre sur les différentes saisines permettant d'identifier plus précisément les suites données aux propositions.

Les élus au rendez-vous

Stéphane Delpeyrat, Vice-Président développement économique et emploi, élu référent du groupe de travail «comment créer des emplois», **Brigitte Terraza**, Vice-Présidente à la proximité et élue référente de la saisine du même titre, **Claudine Bichet**, Vice-Présidente Climat transition énergétique en lien avec l'autosaisine «résilience et transition» sont intervenus régulièrement auprès des groupes, à la demande de leurs membres et dans l'esprit du cadre de coopération entre Bordeaux Métropole et le C2D.

Sylvie Cassou Scotte, sur l'eau, ou **Josiane Zambon** sur le contrat local de santé, ont profité du cadre de l'aper'actu pour échanger avec les bénévoles du C2D.

Jean Touzeau et **Claude Mellier**, sur le fleuve et sur le pont Simone Veil ont répondu présents à l'invitation du C2D à la présentation de leurs sujets de travail respectifs lors d'une plénière. Et les **conseillers métropolitains**, de manière nourrie et précise, se sont prêtés au principe des questions aux membres du C2D lorsque ces derniers sont intervenus en commissions.

« Une forme d'intelligence collective »

En trente ans, les dispositifs de démocratie participative ont, selon Sandrine Rui, maîtresse de conférences en sociologie spécialisée sur ces questions, gagné en maturité et en sincérité. La redevabilité, la diversité sociale et l'articulation des différentes scènes de participation restent cependant des points à travailler.

Comment sont nés les dispositifs actuels de démocratie participative ?

Sandrine Rui C'est tout à fait lié à un regain de conflictualité dans divers secteurs d'action publique, comme l'urbanisme, l'énergie et les transports, et plus largement à la recherche par les autorités de mécanismes nouveaux pour asseoir la légitimité des décisions. Dans les années 1990, la conflictualité s'est accrue tout particulièrement avec la sensibilité aux enjeux environnementaux. Elle s'exprimait au moment de l'enquête publique, seul espace de consultation existant alors. Beaucoup de projets ont ainsi été bloqués. Des dispositifs ont donc été imaginés pour permettre de débattre avec les citoyens plus en amont des processus de décision. La Commission nationale du débat public (CNDP) est l'une de ces réponses. À l'échelle locale, les conseils de quartiers existaient de longue date par endroits, ils ont été généralisés dans les grandes villes, comme ont été créés les conseils de développement. Ce regain d'intérêt pour la démocratie participative ne s'est pas démenti depuis et il existe aujourd'hui pléthore de mécanismes.

Comment expliquez-vous un tel développement ?

S.R. Il y a plusieurs raisons. Ce qui est souvent avancé de la part des instigateurs c'est, outre la recherche d'une plus grande légitimité des décisions, le souci d'efficacité de l'action publique, d'améliorer les décisions, de faire des projets répondant mieux aux besoins des populations. Faire participer, c'est aussi viser à recréer du lien social, de la cohésion, et c'est effectivement souvent le cas. Mais parfois des dispositifs se développent comme par flambée, par effet de mode : des communes mettent en place un budget participatif et d'autres se disent qu'elles vont le faire aussi. Il ne faut pas exclure aussi les mauvaises raisons, quand l'offre de démocratie participative se fait à grand renfort de communication mais sans accorder beaucoup d'importance à ce qui s'y dit. Le risque est alors de susciter de la déception et de la frustration. Le Grand débat national en est un exemple.

Qu'en est-il aujourd'hui ?

S.R. Les dispositifs ont gagné en maturité et les collectivités les mettent en place de façon plus sincère. Un champ professionnel d'ingénierie participative s'est également développé. Aujourd'hui, il existe des services institutionnalisés, des méthodes, des règles du jeu. Ce qui améliore leur qualité. Nous avons aussi des retours d'expérience, des évaluations. Tout cela a produit une forme d'intelligence collective.

Quels points seraient encore à améliorer ?

S.R. Les difficultés sont aujourd'hui moins liées à des problèmes de méthodes qu'à ce qu'on entend par participation et à ce qu'on fait de ce qui est produit. C'est là où cela pêche encore. Même s'il y a désormais des équipes très aguerries : à Nantes par exemple, la question de la redevabilité est bien intégrée aux mécanismes participatifs, les élus et leurs services ont pris l'habitude de revenir vers les participants pour expliquer ce qu'ils font de leurs propositions, y compris pour dire qu'ils ne s'empareront pas de certaines idées et pourquoi. C'est très important car cela permet de montrer aux citoyens qu'ils n'ont pas travaillé pour rien. Mais cette étape reste encore trop modestement mise en œuvre, voire inexistante.

Faudrait-il accorder davantage de pouvoir de décisions ?

S.R. Pour l'heure, la décision proprement dite reste du ressort des instances représentatives parce qu'elles disposent de la légitimité électorale. Si on assortit les instances participatives d'un pouvoir de décision, cela signifie que les participants en seront responsables, mais pour que les autres citoyens reconnaissent leur légitimité, il faudrait que leur représentativité soit incontestable. Ces instances n'ont pas été conçues pour cela. Les positions sont par ailleurs ambivalentes sur ce sujet. Pour une partie des membres de la Convention citoyenne sur la fin de vie par exemple, c'était plus confortable de ne pas avoir à décider, tandis que d'autres regrettaient que



la décision leur échappe et que leur contribution à faire la loi ne soit pas plus directe. Quoi qu'il en soit, mieux articuler l'offre de participation à la prise de décision reste un point de réflexion pour l'avenir.

Quelles sont les autres attentes des citoyens ?

S.R. Il y a de fortes attentes pour que les citoyens puissent déterminer eux-mêmes les sujets sur lesquels ils souhaitent se prononcer. Des expérimentations se font sur le droit d'interpellation citoyenne, notamment à Grenoble, et des possibilités existent aux niveaux local et national, avec le recours aux pétitions. Mais les conditions de mise en œuvre sont complexes et les dispositifs encore peu visibles. Nous sommes encore au début.

Quelle proportion de la population participe aux dispositifs participatifs ?

S.R. Quand on fait des enquêtes et qu'on demande aux personnes si elles ont déjà participé à une démarche participative, 20 % des répondants répondent positivement mais on a beaucoup de mal à le mesurer précisément. C'est une offre très ouverte et souvent sans condition : on n'a pas besoin de titre pour venir s'exprimer dans un débat public. On peut même participer sans être résident ou électeur. Pour autant, la proportion de la population y participant reste modeste, et les plus modestes restent à distance. Certaines personnes vont participer à tout, d'autres ne savent pas que cela existe.

Comment cette participation peut être élargie ?

S.R. La science politique montre que, pour participer, il faut avoir un sentiment de compétence ou de légitimité, considérer qu'on y a sa place ; il faut aussi être bien intégré socialement. Le premier pas vers les dispositifs de participation est celui qui coûte le plus, et pourtant c'est bien celui qui compte. Les équipes des collectivités locales ont l'impression de faire beaucoup pour communiquer sur les dispositifs, mais cela ne suffit pas. De ce point de vue, le tirage au sort, s'il ne résout pas tout, permet de toucher des gens qui n'auraient pas eu l'idée de participer, et de composer des dispositifs participatifs qui reflètent mieux la diversité sociale. Les citoyens qui acceptent le résultat du sort sont bien sûr aussi motivés et disponibles. Sur les 185 membres tirés au sort pour la Convention citoyenne sur la fin de vie par exemple, une seule personne a abandonné car elle avait trouvé un emploi. Il faut signaler aussi qu'ils recevaient une indemnité.

L'indemnisation serait une piste à creuser ?

S.R. Participer demande du temps or, nous sommes extrêmement sollicités au quotidien et le temps manque toujours. L'indemnité permet d'abaisser le coût de l'engagement et en cela il faut y réfléchir. On peut faire le parallèle avec les jurys d'assises. Le Conseil économique social et environnemental travaille également pour faire reconnaître l'instauration d'un congé citoyen. Faire participer davantage c'est prendre en compte les problèmes de gardes d'enfants, réfléchir aux horaires, ouvrir des espaces plus ponctuels, etc. Il ne faut pas oublier cependant que la démocratie, c'est aussi le droit de ne pas participer.

Ces différentes instances participatives travaillent-elles ensemble ?

S.R. Un enjeu est effectivement aujourd'hui d'articuler non seulement les mécanismes de participation et les instances décisionnelles, mais aussi les différentes scènes et expériences participatives et délibératives. On gagnerait à ne pas laisser dans leur couloir les citoyens que l'on invite à participer, et à travailler les liens avec le milieu associatif, syndical, etc., comme le fait d'ailleurs un conseil de développement. Sans compter que depuis une dizaine d'années, les citoyens s'auto-organisent également en marge des institutions pour créer des formes participatives comme par exemple des coopératives, ou des *civic tech* [projets numériques développant la participation et la collaboration citoyenne], etc. C'est très intéressant. Ce sont des gens qui ne cherchent pas seulement à débattre mais à agir. Comment leur ouvre-t-on un espace d'initiatives ? Comment accompagner ces passages à l'acte ? Les instances participatives pourraient aider à cela en jouant un rôle d'intermédiation.

Végétaliser la ville, un terreau citoyen!

Le budget participatif métropolitain a été mis en place dans le cadre du programme *Plantons 1 million d'arbres*. L'initiative a permis de mettre en lumière le travail d'associations locales pour l'environnement et le lien social, avec une belle implication du C2D.



«Chaque étape était une aventure, rien n'était acquis!» Voici en résumé les retours des membres du C2D à propos de cette expérience. «C'était la première fois que Bordeaux Métropole lançait un budget participatif, une première en France même», souligne François Durquety, responsable de la mission *Plantons 1 million d'arbres*. «La démarche se voulait différente des dispositifs d'initiative citoyenne qui se déploient habituellement à l'échelle d'une commune. Là, il s'agissait d'intégrer la démarche citoyenne à une végétalisation d'envergure du territoire métropolitain.»

L'opération *Plantons 1 million d'arbres* est un programme porté par Bordeaux Métropole qui a sollicité le C2D pour l'impliquer en tant qu'instance citoyenne. La Métropole a mis à disposition des terrains à végétaliser sur une dizaine de communes, avec à chaque fois l'idée d'en faire un projet d'utilité publique: verger, petit parc, micro-forêt... tout ce qui participe à ramener verdure et fraîcheur dans la ville, en créant du lien entre les habitants d'un quartier ou d'un lotissement! Un appel à projets a été lancé auprès d'associations locales pour avoir des propositions sur mesure. Le budget participatif finance les aménagements paysagers puis l'entretien des espaces par ces mêmes associations.

Huit membres du C2D représentent les citoyens dans cette aventure, aux côtés d'agents de Bordeaux Métropole volontaires, ainsi que d'experts comme le réseau HORTIS pour les espaces de nature ou l'INRAE pour la recherche agronomique. «J'ai beaucoup apprécié cette démarche méthodique et la cohésion d'équipe entre toutes les personnes», indique Joëlle Raou, membre du C2D. «Nous sortions du Covid qui avait été une période très frustrante! Le programme *Plantons 1 million d'arbres* est venu à point nommé et nous avons collaboré dans un esprit bienveillant avec les services de Bordeaux Métropole.» L'élaboration collective d'un règlement a donné le cadre général, des visites ont été organisées sur les terrains proposés par Bordeaux Métropole, les projets ont été étudiés, choisis, avec également des rencontres auprès des riverains. «Nous étions attentifs à ce qu'il y ait une diversité des propositions et en même temps une homogénéité», commente Jean-Luc Fory, membre du C2D.

Des projets citoyens et paysagers

Les projets réalisés ont en commun d'être à la fois citoyens et paysagers. À Bordeaux Caudéran, un jardin-forêt multisensoriel a été initié par



un collectif de trois associations: Ludosens qui travaille avec des jeunes issus de la neurodiversité (troubles de l'autisme notamment), Terres d'Osmose, qui crée des jardins en milieu urbain, et le Conservatoire du goût, ferme maraîchère qui effectue des recherches sur les semences paysannes. L'idée de ce jardin des 5 sens est de se reconnecter à la nature via des circuits de plantes comestibles, nombreuses sous nos climats! D'autres projets visent à réimplanter des arbres fruitiers en milieu urbain: c'est ce que propose l'association Permaculture en Gironde, à Floirac, ou l'association Les Racines de Pontaulic, au Taillan-Médoc et à Pessac.

À Mérignac, l'association Cybèle vise la plantation d'arbres en agroforesterie, sur une parcelle de 2200 m² imitant un boisement de forêt sauvage. Le budget participatif n'a pas été la seule implication du C2D autour de cette opération «*Plantons 1 million d'arbres*» mais des liens ont pu être faits.



C'était la première fois que Bordeaux Métropole lançait un budget participatif, une première en France même

Certains membres du C2D sont aussi intervenus dans le cadre de la pépinière citoyenne organisée sur le campus de l'école Kedge, à la rencontre d'entreprises souhaitant végétaliser leurs espaces sans forcément savoir comment s'y prendre. Et l'expérience du budget participatif a été un plus à ce moment-là pour les membres du C2D. En matière de plantations, l'une des difficultés pour les non initiés est probablement de savoir par où commencer! Quelles essences choisir? À quelle saison? À la manière d'un éclaircur, le C2D a recueilli auprès d'acteurs locaux des informations pratiques, réunies dans un petit guide et sur le site «la ressource de l'arbre» où l'on peut suivre des tutos.

D'autres manières de vivre la ville, plus humaines et plus inclusives

Dans la continuité de cette expérience du budget participatif, plusieurs suggestions ont été formulées: établir un suivi annuel des projets, autant pour les aspects techniques que pour dresser un bilan des liens qui se créent autour de ces espaces paysagers citoyens. Donner davantage de place aux riverains, certains exprimant parfois leurs réserves sur un projet, d'autres au contraire souhaitant s'impliquer en le découvrant... Cette aventure collective met en lumière des associations locales engagées en faveur de l'environnement et dessine d'autres manières de vivre la ville, plus humaines et plus inclusives. «Le passage de l'ancienne Communauté urbaine à la métropole bordelaise a donné une vision plus large», commente Pierre Layère, ancien urbaniste et membre du C2D.

«Nous ne sommes plus seulement dans une vision technicienne de la ville mais dans une approche beaucoup plus sensible et sensorielle, à l'image du programme *Planton 1 million d'arbres* qui est très fédérateur sur le terrain.» Rendez-vous dans quelque temps pour goûter le fruit de ce travail!



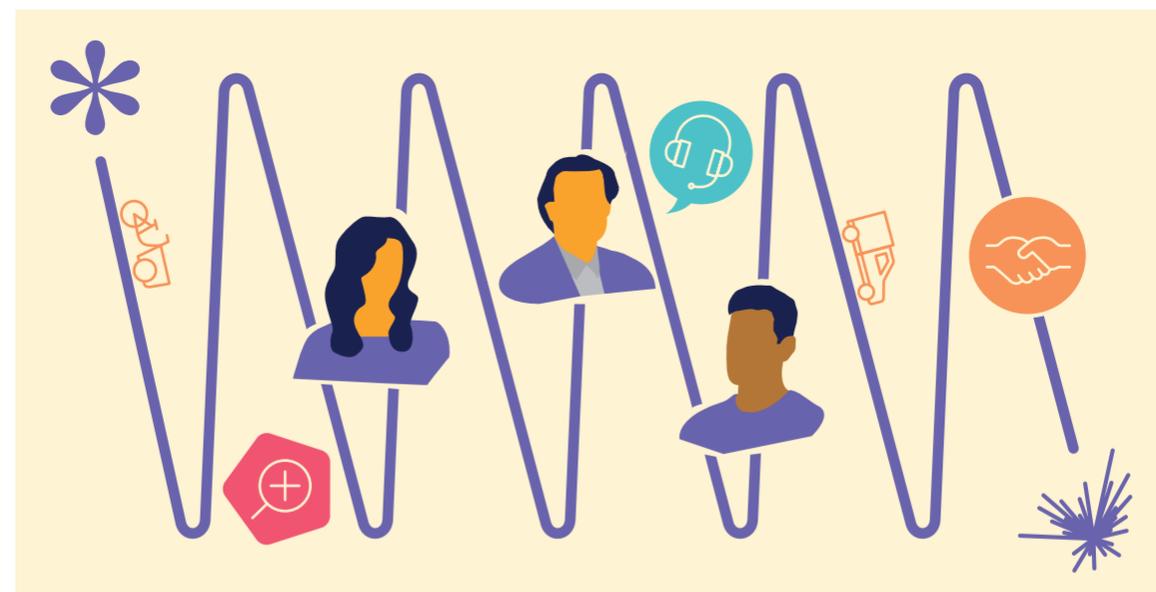
Les groupes de travail

Pour formuler et peaufiner les propositions, le format privilégié au C2D repose sur les groupes de travail. A chacun son sujet. Sur ces 3 années, ils ont planché sur la création d'emplois, la résilience, la situation et les initiatives des jeunes au travers des crises, la proximité, les liens entre métropolitains et voisins, métropole à vivre ou encore l'éco-anxiété. Et à chaque fois, ces thèmes offrent l'opportunité de nouer des échanges avec d'autres acteurs impliqués et d'enrichir ainsi les propositions.



Toutes les propositions sur c2d.bordeaux-metropole.fr

C2D



Emploi

Dans un contexte où certaines filières semblent avoir du mal à recruter, le C2D a été saisi de cette question d'actualité sur la création d'emploi. Il y a répondu à partir de ce qui fait sa spécificité : celle d'un collectif de citoyens de tous horizons. Les propositions s'attachent à des situations précises : emploi du conjoint ou premier job par exemple.

LES PROPOSITIONS DU GROUPE

Un réseau de villes télétravaillables

Et si pour trouver un emploi pour le conjoint de celle ou celui qui s'installe sur la Métropole on jouait à plein le télétravail ? Certains emplois en tension sur certains territoires sont peut-être exerçables à 100% (ou presque) en télétravail depuis Bordeaux Métropole et vice-et-versa.

Des portraits anticlichés

L'assignation de certains métiers tantôt aux femmes tantôt aux hommes persiste. Pour encourager les jeunes filles, en particulier, à ne pas se laisser orienter par ce critère, des portraits à contre-emploi peuvent aider. Et en discuter avec les collégiens par exemple comme ont pu le faire des membres du groupe.

Des recrutements inversés

Peut-être que pour recruter plus facilement, on pourrait inverser la logique de l'entretien. Plutôt que le demandeur d'emploi essaie de rentrer dans les cases de l'annonce, l'employeur pourrait voir comment les compétences du futur salarié pourraient servir aux besoins de l'entreprise. Une sorte d'entretien inversé.

2 QUESTIONS AU...



Club des entreprises de Mérignac

Le regard des entreprises évolue-t-il dans la relation avec les demandeurs d'emploi ?

Certaines entreprises veulent mettre en avant la marque employeur, l'attractivité pour attirer et fidéliser leurs collaborateurs. Néanmoins, un grand nombre d'entre elles restent sur d'anciens paradigmes : demande du CV, lettre de motivation, tests de personnalité standardisés... et souvent, ne prennent même pas le temps de répondre aux candidats non retenus.

En quoi les échanges avec le C2D participent-ils à faire évoluer ce regard ?

Le C2D amène une dimension plus humaine au recrutement et à la relation des entreprises avec les demandeurs d'emploi. Il nous a permis de travailler sur le projet *Entreprise Séduis-Moi Si Tu Peux* en apportant son éclairage citoyen, sa vision différente et en étant force de proposition, notamment à travers une animation théâtre.



Métropole à vivre

En lançant sa démarche « Métropole à vivre », Bordeaux Métropole a sollicité l'implication du C2D. L'assemblée citoyenne métropolitaine a été mobilisée pour amplifier l'appropriation d'un public non spécialiste. En amont des conférences ouvertes à tous, le C2D s'est fait l'écho de citoyens de tous horizons auprès des intervenants soit en lisant leurs ouvrages collectivement soit en allant sur le terrain.

ALLER SUR LE TERRAIN, RECUEILLIR LE POINT DE VUE DES PUBLICS

Pour traiter de « Métropole à vivre » les conférences ont abordé la coopération, la désirabilité du territoire, la sobriété et les nouveaux modèles de société qui s'inventent. Pour chacune d'entre elles, le C2D ne s'est pas contenté d'assister à la conférence. Les membres ont travaillé en amont pour proposer aux conférenciers leur regard et ainsi mieux ancrer sur le territoire local le contenu de la conférence.

Sur les thèmes de la coopération et de la sobriété, ils ont arpenté ensemble les livres des intervenants et ont pu questionner ces derniers. Pour la question sur la désirabilité métropolitaine, ils sont allés à la rencontre de jeunes d'horizons différents, étudiants ou en recherche de projet. Enfin pour témoigner des modèles qui s'inventent sur la métropole bordelaise, le C2D a donné la parole à un lieu de vie, un bar associatif, dans un quartier politique de la ville et à une recyclerie au Haillan. Tous ces retours de terrain ont mis en lumière l'envie de s'intéresser à la Métropole, d'y voir traiter des sujets ou d'y prendre sa part.

LE REGARD DE...



Que retenez-vous de la collaboration avec le C2D ?

Elle a permis aux partenaires de la démarche « Métropole à vivre » de ne pas verser dans des approches trop institutionnelles. Le C2D a mis en place des outils d'écoute et de productions collectives précieux pour penser une métropole où les usages du quotidien redeviennent fondamentaux. Les apports du C2D se complètent très bien avec ceux de l'a-urba, fondés sur les outils et pratiques de la fabrique urbaine.

De nouveaux sujets sont-ils apparus ?

Les contributions du C2D ont souligné l'importance, pour la qualité de vie, des différents espaces emblématiques qui façonnent l'identité de la Métropole. Ensuite, la connaissance du C2D des réseaux associatifs et des acteurs portant des dynamiques locales, a permis d'élargir le cercle des personnes associées à cette grande démarche collective



Plantons 1 millions d'arbres

Le groupe plantons 1 millions d'arbres a eu un mode de travail un peu différent. Plutôt que de formuler des propositions, l'instance citoyenne était sollicitée pour contribuer à l'implication de tous. Qu'est-ce qui pourrait aider à planter ? Le C2D a pris le parti de la pairaidance, de l'entraide.

UNE PÉPINIÈRE CITOYENNE

Pour aider à planter, il faut commencer par savoir de quoi chacun a besoin pour planter. C'est le sens de la pépinière citoyenne. Un rendez-vous qui met en lien un public et des spécialistes de la plantation avec pour objectif de voir comment donner le coup de pouce pour passer à l'action.

À chaque édition, le C2D a réuni un public spécifique : une fois des habitants qui avaient des réticences à planter, une autre fois, des entreprises qui avaient envie de le faire. En s'appuyant sur des outils d'intelligence collective, des boîtes à outils ont été imaginées. Une Foire aux questions des interrogations les plus courantes à se poser, un guide projet pour réaliser une opération de plantation en entreprise, et une base de documents en ligne ont ainsi été réalisés via cette pépinière citoyenne.

LA RESSOURCERIE DE L'ARBRE

Dans le maquis du moteur de recherche, il n'est pas toujours facile, pour celui qui cherche à planter un arbre, de trouver l'information simple et fiable. La ressource de l'arbre aide à faire le tri pour aller directement à l'essentiel. L'internaute y apprend quel type d'essence locale privilégier, quels arbustes auront la faveur des oiseaux, à quelle distance planter, de quelle dimension prévoir la fosse de plantation, comment constituer une haie champêtre...

Les supports recensés sont issus de différents Conseils d'architecture, d'urbanisme et d'environnement (CAUE), de la Ligue de protection des oiseaux (LPO), de l'agence de l'environnement (Ademe), d'associations locales spécialisées sur l'arbre... Ce sont les informations de ces interlocuteurs, habitués à accompagner les particuliers par des contenus de qualité, qui y sont réunies.



Éco-anxiété, parcours d'un sujet inédit

Ce n'était pas le thème même de l'autosaisine, puis le sujet s'est imposé au point de devenir un chantier à lui seul. L'éco-anxiété a émergé du groupe de travail « crises et jeunesse ». Face au manque de repère sur le sujet (qui est concerné ? que recouvre-t-il ? quelles en sont les conséquences ? ...), une démarche collective a été lancée. Mobilisant largement.

FONDATION JEAN-JAURÈS

Autour de l'éco-anxiété, le C2D a mené un travail exploratoire sur le territoire métropolitain en donnant la parole à des jeunes, des acteurs et des experts de la jeunesse et des questions environnementales. Cette consultation a été complétée d'une invitation à Théo Verdier, codirecteur de l'Observatoire Europe de la Fondation Jean-Jaurès, et coauteur d'une étude menée auprès d'européens de 18 à 30 ans (« Une génération face au dérèglement climatique »). Celle-ci confirme l'importance des préoccupations environnementales chez les jeunes, qui alternent entre angoisse et « éco-colère », avec un sentiment de défiance vis-à-vis de l'action publique.

Plusieurs thèmes ressortent de ces explorations croisées, comme la question du modèle familial (peut-on encore avoir des enfants dans le contexte actuel ?), le territoire d'habitation (la vie rurale est-elle davantage compatible avec les enjeux climatiques ?) ou encore l'alimentation (beaucoup de jeunes font le choix d'une alimentation non carnée).

GREENWASHING COMEDY CLUB

Tous ces débats ont trouvé un écho dans le regard décalé du Greenwashing Comedy Club. Ce collectif d'humoristes engagés sur les questions climatiques, mais aussi sur le féminisme ou la lutte contre le racisme, a été invité par le C2D pour apporter une tonalité différente, avec un langage plus proche des générations actuelles. À travers le prisme du stand-up, le Greenwashing Comedy Club veut d'abord faire rire, pour faire réfléchir et pourquoi pas « embarquer », fédérer...

Lors de la rencontre citoyenne organisée par le C2D, les sujets évoqués dans les enquêtes ont été condensés dans des punchlines incisives comme : « J'ai des amis qui ont un enfant... je sais c'est dégueulasse ! » ; « Le baume du Tigre... acheté en Thaïlande... quand l'avion ne pollue pas ! » ; ou encore « Des trentenaires surdiplômés quittent leur CDI pour vivre dans une maison en kapla ! »... Beaucoup « d'émissions de rire » pour faire baisser l'éco-anxiété des participants.



Les autosaisines

Les autosaisines sont le canal privilégié pour permettre de faire remonter les attentes et propositions des acteurs du territoire. Pour la période 2021-2024, deux sujets d'autosaisine ont été mis au travail par l'assemblée citoyenne.

CRISES ET JEUNESSE

2021, la crise sanitaire est toujours active. La jeunesse a été au premier rang avec, en particulier, la fermeture de l'ensemble du système scolaire. La crise a révélé les situations de fragilités ; elle a aussi suscité des initiatives des jeunes.

Le C2D s'est autosaisi sur « crises et jeunesse ». Le chantier du C2D visait à réunir ces deux mouvements. Outre l'éco-anxiété qui a donné lieu à un travail spécifique à partir de cette autosaisine, le groupe engagé sur « crises et jeunesse » a commencé par se renseigner sur les dispositifs mis en œuvre par la Métropole. Et ce rapprochement a parlé à l'institution métropolitaine qui souhaitait impliquer la société civile quant à cette préoccupation.

Les membres du C2D ont été invités à suivre et faire un retour sur différents dispositifs mis en place par la Métropole : appel à projet de lutte contre la précarité étudiante ou fond d'aide aux jeunes. C'est *in situ*, lors de distribution alimentaires ou de produits d'hygiène, dans les colocations ou lors de temps de travail collectif, que les membres du C2D ont été mis à contribution.

RÉSILIENCE ET TRANSITION

La crise a aussi donné une acuité renforcée aux enjeux de résilience et transition. Cette thématique s'est aussi naturellement imposée pour le programme d'autosaisine du C2D.

Là encore, la préoccupation des citoyens a rejoint le plan de travail de la Métropole. Cette dernière était lancée dans l'écriture de son plan climat-air-énergie territorial (PCAET). Elle a donc proposé au C2D que les démarches se recoupent en demandant aux membres de relire et faire des commentaires sur ce document de référence de la politique énergétique et bas carbone de la Métropole.

C'est donc en amont que les bénévoles du C2D ont pu contribuer. Ils ont également élaboré une fiche action d'un projet qui leur semble important pour le PCAET : la multiplication des jardins familiaux.

Tourisme durable

Lancé par Bordeaux Métropole et l'office de tourisme, le travail autour du tourisme durable a ouvert ses portes aux membres du C2D. Aux côtés de spécialistes du tourisme, les citoyens métropolitains ont pu travailler et se faire l'écho d'usagers. C'est donc avec plaisir que plusieurs d'entre eux se sont prêtés à l'exercice du portrait de mise en lumière des participants sur les réseaux de l'office de tourisme.

Participation, associations et égalité femmes hommes

L'inspiration mais aussi la diffusion des bonnes pratiques se joue parfois à l'international. Libéré des cadres familiaux, il est possible de piocher des pistes ou de réinterroger ses pratiques et ses priorités. C'est aussi l'occasion d'inspirer d'autres. Brigitte Tandonnet s'est prêtée à l'exercice avec la contribution à une table ronde sur « municipalisme, mouvements sociaux et approches féministes » en novembre 2021 organisée par l'Observatoire Internationale de la Démocratie Participative. Pour la militante féministe, c'était un pont intéressant à faire entre méthodes associatives et participatives; c'était un double ancrage dont étaient curieux les instances internationales.

Étudiants d'archi, jeunesse et territoires voisins

En 2021, le C2D lançait son chantier sur « crises et jeunesse » et avait déjà à son agenda, quelques mois plus tard, le sujet de la prise en compte des citoyens hors métropole. Quand ils sont venus proposer au C2D de leur ouvrir un atelier, les élèves et enseignants de l'école d'archi n'ont pas voulu renoncer et ont proposé de travailler sur les deux, sur les jeunes des territoires voisins. Et c'est véritablement une méthode d'atelier qui a été mise en œuvre avec les citoyens du C2D impliqués dans ce partenariat qui ont pu suivre ce travail tout au long de sa fabrication, réagir, aider, découvrir.

Jouer la proximité entre instances participatives

Que ce soit au sein de la métropole ou à l'extérieur de son périmètre, les instances participatives qui sont géographiquement proches savent qu'elles peuvent se parler pour améliorer leurs propres pratiques. Ce mandat n'a pas démenti ce principe. Brigitte Tandonnet a ainsi rencontré dans les premiers mois de sa prise de fonctions, Denis Abrand, Président du conseil de la transition de Mérignac ou Jack Allais, Président du Conseil de développement du Grand Libournais.

L'a'urba et ses nombreuses ressources

L'a'urba est un partenaire de longue date pour le C2D. Une mine d'informations synthétiques et originales. Pas surprenant dès lors que ses équipes aient partagé un temps de travail autour de « Bordeaux Métropole mode d'emploi » lors d'une des premières assemblées plénières du C2D. Au-delà du cadre classique d'analyse prescrit par les compétences métropolitaines, c'est à une approche articulant histoire longue, géographie et milieux naturels que l'a'urba a encouragé les membres du C2D.

Instances participatives à toutes les échelles locales

Depuis quelques années, les conseils de développement de Nouvelle Aquitaine se parlent. Mieux, ils travaillent ensemble. C'est donc avec envie et curiosité qu'ils ont accueilli l'initiative d'un rapprochement avec le Conseil économique et social environnemental régional. Et cela a aussitôt débouché sur un temps commun d'une vingtaine de conseils de développement néo-aquitains et de l'instance de la société civile régionale, autour des travaux sur les transitions.

Fresque du climat au Krakatoa

Qui dit conseil de développement durable, dit sensibilité aux enjeux de transition. Pour autant, chacun a toujours quelque chose à apprendre d'expériences collectives. C'est donc avec intérêt et concentration que les membres du C2D se sont prêtés à l'exercice de la fresque du climat. Et pour l'occasion, c'est le Krakatoa qui a ouvert ses portes pour accueillir l'instance de participation métropolitaine.

Enquête jeunesse

Les élèves de la Licence pro « solidarité internationale et développement durable » (Université Bordeaux-Montaigne) ont réalisé une étude auprès de jeunes de moins de 30 ans de la métropole bordelaise sur le thème de l'engagement. Situation avant/après la pandémie, aspirations professionnelles ou familiales, motivations et attentes, sentiment d'être représentés politiquement... autant d'items qui ont alimenté le travail du groupe « crises et jeunesse ».

Le continuum démocratique

Conseil économique et social (national), Conseils économiques et sociaux environnementaux régionaux, conseil de développement intercommunaux. Le temps d'une journée c'est toute l'échelle territoriale des sociétés civiles qui s'est retrouvée au Palais d'Iéna. L'occasion d'identifier les correspondances et surtout les possibilités de faire circuler les savoirs citoyens pour consolider les politiques publiques de chaque échelle territoriale.

Témoigner de l'engagement de la jeunesse

Le C2D de Bordeaux Métropole a la singularité d'avoir une instance où des jeunes sont présents y compris au sein de son bureau. Lorsque la Coordination Nationale des Conseils de développement a construit avec des acteurs de la jeunesse, un atelier sur les jeunes aux rencontres européennes de la participation, elle a amené dans ses bagages l'un des vice-présidents vingtenaire du C2D. C'est ainsi que Jean-Baptiste a pu témoigner, à Rouen, de son expérience devant élus, citoyens, services de participation, entreprises spécialistes du domaine, universitaires ou associations.

Initiatives de la société civile et conseils de développement

Pour la 2e édition des rencontres régionales des conseils de développement de la mandature, c'est une invitation aux initiatives de la société civile qui a été lancée. A Mont de Marsan, 25 conseils de développement, dont celui de Bordeaux Métropole, ont pu dialoguer avec des associations ou des collectifs citoyens engagés sur la précarité alimentaire, la coopération énergétique ou le logement pour tous. L'occasion de réfléchir aux ponts entre ces initiatives et les instances permanentes de la société civile et des citoyens.

Espaces publics à vivre

Dans le droit fil de « Métropole à vivre », Bordeaux Métropole a proposé un atelier de mise en situation aux membres du C2D. Sur 3 cas pratiques (un espace déjà réhabilité, un autre à réhabiliter, et un dernier dans un bâtiment), il a été demandé aux membres de se mettre dans le rôle des concepteurs (sans se départir totalement de leur regard d'usager). Une manière d'identifier ce qui fait la qualité d'un espace public et de voir comment des citoyens hiérarchisent enjeux et contraintes.

Les temps forts

2021

Juillet 2021

Brigitte Tandonnet Présidente du C2D et installation du nouveau C2D

Septembre 2021

Début des rencontres avec les élus référents des travaux du C2D

Lancement des travaux emploi, proximité, résilience et transition, crises et jeunesse, 1 million d'arbres

Novembre 2021

Mise en place du bureau du C2D

Décembre 2021

1^{ère} pépinière citoyenne

Lancement de la commission mixte du budget participatif 1 million d'arbres

2022

Mars 2022

Mise en ligne de la ressourcerie de l'arbre
Rendu des propositions sur l'emploi

Avril 2022

Eurocities, atelier ville et jeunes

Mai 2022

Visite de terrain auprès des associations de lutte contre la précarité étudiante

Juin 2022

Présentation en commission du travail sur l'emploi

Juillet 2022

Contribution au PCAET

Septembre 2022

2^e pépinière citoyenne spéciale entreprises
Lancement du groupe de travail «citoyens hors métropole»

Octobre 2022

1^{er} temps fort «éco-anxiété» à la maison éco-citoyenne

Novembre 2022

Plénière spéciale projets de la Métropole

Décembre 2022

Lancement des aper'actu avec un 1^{er} sujet sur l'énergie

2023

Janvier 2023

Négociation avec la Métropole de la feuille de route «proximité»

Février 2023

Contribution à «entreprise séduis moi si tu peux» du club d'entreprises de Mérignac

Mars 2023

Fresque du climat au Krakatoa

Lancement du groupe pour contribuer à «Métropole à vivre»

Avril 2023

2^e temps fort éco-anxiété à Cap Sciences

Juin 2023

Rencontre régionale des conseils de développement et du CESER

Septembre 2023

Bilan de la prise en compte des propositions «emploi»

Lancement des visites «à la rencontre des membres du C2D»

Novembre 2023

Présentation en commissions des travaux proximité et éco-anxiété

Reportage à la rencontre des voyageurs de la ligne 407

Décembre 2023

Plénière annuelle sur les projets de la Métropole

2024

Février 2024

Lancement du recensement des points d'information des citoyens voisins

Avril 2024

Plénière spéciale «espaces publics à vivre»

Juin 2024

Rencontre régionale des conseils de développement sur les initiatives citoyennes

Coordination : direction du C2D de Bordeaux Métropole
Damien Mouchague et Sara Comes

Photographies : Charlotte Barbier, Jean-Baptiste Menges

Textes : direction du C2D, Stéphanie Coye, Benoît Hermet

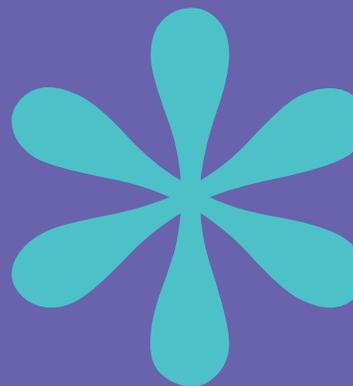
Design Graphique : Yasmine Madec et Damien Arnaud, Tabaramounien

Impression : Laplante, Mérignac

Imprimé en 700 exemplaires sur papier recyclé en septembre 2024

Éco-anxiété, proximité, emploi, résilience, transition, métropole à vivre... la liste pourrait être encore longue si les 30 thématiques de politiques publiques abordées par le C2D lors de la période de 3 ans que dure un mandat de membre devaient être déroulées. Elles donnent un aperçu de la variété des sujets sur lesquels la Métropole a voulu entendre plus précisément les propositions et avis des citoyens métropolitains réunis au C2D; et en miroir des enjeux que les bénévoles de l'instance participative ont tenu à faire remonter, à leur initiative, à l'institution métropolitaine et à tous les acteurs du territoire qui ont des ressources pour y répondre.

C2D



Conseil de développement durable de Bordeaux Métropole

Suivez-nous!

 c2d.bordeaux-metropole.fr

 [@c2dbordeauxmetropole](https://www.facebook.com/c2dbordeauxmetropole)

 [@c2d_BxMetro](https://twitter.com/c2d_BxMetro)

 [C2D Bordeaux Métropole](https://www.linkedin.com/company/c2d-bordeaux-metropole)

 [C2D Bordeaux Métropole](https://www.youtube.com/channel/UC...)

Contact

c2d@bordeaux-metropole.fr

Tél. 05 56 93 65 11

C2D

Hôtel de Bordeaux Métropole

Rue Jean Fleuret

33045 – Bordeaux cedex